

Unité départementale de la Manche  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 05/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SECMA MOITIERS D'ALLONNE**

Le Haut Pitois  
50700 Lieusaint

Références : 2024.157  
Code AIOT : 0005301357

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement SECMA MOITIERS D'ALLONNE implanté La Lande du Bosquet - Les Trois Moulins 50270 Les Moitiers-d'Allonne. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le volume de production de matériaux réalisé au sein de cette carrière est très en-deçà du tonnage annuel maximal prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation. En effet, cet arrêté autorise l'extraction de 250 000 tonnes annuellement alors que seulement 2300 tonnes ont été extraites en 2021, 800 tonnes en 2022 et 650 tonnes en 2023. De plus, une large partie de ces matériaux proviennent de la consommation de stocks déjà présents sur la carrière.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SECMA MOITIERS D'ALLONNE

- La Lande du Bosquet - Les Trois Moulins 50270 Les Moitiers-d'Allonne
- Code AIOT : 0005301357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de « La Lande du Bosquet » située sur la commune des Moitiers d'Allonne est autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 pour une production de 250 000 tonnes par an.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 12	Demande d'action corrective	3 mois
2	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 16.1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Bruit	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 31	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 16.3	Sans objet
4	Limite des excavations	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 21	Sans objet
5	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 22	Sans objet
6	Pollution des sols et des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 29.1	Sans objet
7	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 29.3	Sans objet
8	Mesures des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 30	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 29 février 2024 avait pour objectif de contrôler le respect des prescriptions réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mars 2010. Aucun écart notable n'a été constaté lors de ce contrôle par sondage. L'exploitant devra transmettre annuellement le plan d'exploitation de la carrière à l'inspection des installations classées ; il devra également apposer sur chacune des voies d'accès à la carrière un panneau précisant son identité ainsi que les informations réglementaires prévues par son arrêté préfectoral d'autorisation ; enfin, il devra porter à la connaissance du préfet de la Manche les nouvelles modalités de remise en état de la carrière en cas d'absence de demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Ce porter à connaissance devra être réalisé au plus tard deux ans avant l'échéance de l'autorisation actuelle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant sur lequel sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte Le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>- les bords de la fouille, les courbes de niveau,</li><li>- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, ....),</li><li>- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours et remises en état,</li><li>- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,</li><li>- les zones de stockage de déchets inertes.</li></ul> [...]  Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement — unité territoriale de la Manche. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La situation n'ayant que marginalement changé depuis, le dernier plan de l'état des lieux de la carrière effectué par un géomètre date du 4 octobre 2013. Cependant, l'exploitant met à jour annuellement un plan d'ensemble de l'avancée de l'exploitation et de l'écoulement des stocks présents sur site. Le 29 février 2024, ce plan a pu être consulté dans le cadre de l'inspection, néanmoins, l'exploitant de la carrière du Moulinet ne transmet pas celui-ci à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Normandie de façon annuelle tel que prévu par son arrêté préfectoral.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra, au moins une fois par an, le plan d'exploitation mis à jour de sa carrière. Cet envoi peut être électronique ( <a href="mailto:ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr">ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr</a> ) ou par courrier à l'adresse suivante : 477, boulevard de la Dollée BP 70271 50001 Saint-Lô Cedex.  Le plan d'exploitation, mis à jour pour l'année 2024, sera transmis sous 3 mois à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3mois
-------------------------------

**N° 2 : Dispositions préliminaires**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 16.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
---

**Prescription contrôlée :**

16.1 - Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, (le cas échéant) les types de déchets inertes admissibles et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**Constats :**

Le 29 février 2024, l'inspection a pu constater l'absence, sur la voie d'accès à la carrière, d'un panneau indiquant les informations prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en place, sous 3 mois, sur chacune des voies d'accès à la carrière, des panneaux indiquant son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, (le cas échéant) les types de déchets inertes admissibles et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective
---

Proposition de délais : 3mois
-------------------------------

**N° 3 : Dispositions préliminaires**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 16.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
---

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place tout aménagement paysager, notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines.

L'exploitant préservera impérativement les haies et boisements périphériques, repérés dans le dossier de demande, suivants :

- le talus arboré longeant le flanc nord de l'exploitation en bordure du chemin rural ainsi que la haie parcellaire établie en limite nord-ouest du site,
- la partie du bois occupant l'extrémité nord-est de l'exploitation constituant le prolongement du petit massif forestier établi sur le coteau se déversant vers l'est.

**Constats :**

Le 29 février 2024, l'inspection a contrôlé par sondage la préservation effective des haies et boisements périphériques à la carrière. Aucune anomalie n'a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Limite des excavations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

**Constats :**

Le 29 février 2024, l'inspection a contrôlé les bords des excavations de la carrière. Ceux-ci sont bien tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Modalités d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 22

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sans objet

**Prescription contrôlée :**

22.1 - L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs.

22.2 - Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Leur nombre est limité à 3. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 80 m NGF.

Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale :

- à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas,
- à 5 mètres en fin d'exploitation.

La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

22.3 - La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 10 m.

**Constats :**

Le 29 février 2024, l'inspection a contrôlé par sondage les conditions d'exploitation de la carrière. Aucun explosif n'a été employé sur le site depuis l'année 2018. Du fait de la faible activité sur le site, l'extraction de matériaux est réalisée à la pelle mécanique.

L'inspection a constaté la présence de trois gradins dont la hauteur ne dépasse pas les 15 mètres.

Aucune non conformité concernant les largeurs des banquettes horizontales n'a été repérée.  
Enfin, la carrière est actuellement exploitée à la côte 83,5 m NGF, soit au delà de la côte minimale de 80 m NGF prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Pollution des sols et des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 29.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier.

Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

**Constats :**

Du fait de la faible activité de cette carrière depuis la délivrance de l'autorisation, l'aire étanche de ravitaillement, d'entretien et de lavage des engins n'a jamais été mise en place.

Le 29 février 2024, la présence d'aucun engin n'a été constatée sur place. L'exploitant indique réaliser quelques campagnes d'extraction de un à deux jours. Ces campagnes, d'une durée très courte, ne nécessitent pas de ravitailler, d'entretenir ou de laver les engins sur le site de la carrière.

Enfin, aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'a été constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Rejets d'eau dans le milieu naturel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 29.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 (NF T 90 008),
- le débit maximal instantané est de 87 L/s
- le débit moyen journalier est de 350 m<sup>3</sup>/j,
- la température est inférieure à 30 °C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105-2 ou NF EN 872),
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure

<p>à 125 mg/l (norme NFG 90 101), - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (NF T 90 114 ou NF EN ISO 9377-2).</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux rejetées dans le fossé de la RD 323 repéré ci-dessus font l'objet d'une analyse trimestrielle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux. Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats commentés sont communiqués à l'inspection des installations classées dans le mois suivant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux rejetées dans le fossé de la RD 323 font bien l'objet d'une analyse trimestrielle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux. Le 29 février 2024, l'inspection a contrôlé par sondage les résultats de ces analyses, effectuées par le laboratoire LABÉO Manche pour les années 2023, 2022 et 2021, aucune anomalie n'a été constatée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Mesures des retombées de poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 30</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière.</p> <p>Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 3, sont disposés de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au sud en limite de carrière, près de la déchetterie tel que défini dans le dossier de demande,</li> <li>- au nord est, en limite de la carrière au niveau du chemin rural,</li> <li>- à l'ouest en limite de carrière.</li> </ul> <p>Ils sont exploités en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une fois par mois durant les trois mois d'été,</li> <li>- une fois par trimestre en dehors de la période estivale.</li> </ul> <p>Les résultats des mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 29 février 2024, l'inspection a contrôlé la réalisation effective de mesures de retombées de poussières dans l'environnement. L'exploitant a présenté les rapports de mesures des retombées (réf. 00190/2023 de juillet 2023 et réf. 00044/2023 de février 2023) réalisés par la société BELEMES. Ces mesures sont réalisées suivant la norme NF X 43-014 "détermination des retombées atmosphériques totales" Les résultats des mesures ne dépassent pas la limite de 500 mg/m2/jour</p>



en moyenne annuelle glissante définie à l'article 19 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sans objet

**Prescription contrôlée :**

31.1 - L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous :

- Niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété: 55 dB(A);
- Émergence maximale dans les ZER: 5dB(A).

31.3 - Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté et au début de chaque nouvelle phase pour lesquelles les fronts de taille se rapprochent des habitations. Les emplacements pour la réalisation de ces mesures doivent être choisis en accord avec l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'activité de la carrière étant très faible depuis une dizaine d'année, l'exploitant est en retard par rapport au plan de phasage de l'exploitation.

Le 29 février 2024, l'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures (datant de 2011) des émissions sonores en limites de site ainsi que dans les zones à émergence réglementées. Ce rapport ne fait état d'aucun dépassement de ces limites.

L'exploitant a par ailleurs indiqué que la dernière campagne de concassage, étant la source principale de bruit pour cette carrière, date de l'année 2014. Aucune n'aurait été faite depuis lors.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'engage à réaliser une campagne de mesure des émissions sonores lors de la prochaine campagne de concassage de matériaux sur le site de la carrière.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3mois

